

## **La guerre contre la terreur dans un nuage de poussière : pièges et fondrières sur le front saharien**

***Baz Lecocq et Paul Schrijver***

*(Traduit de l'Anglais par Anne Saint Girons)*

*Nous ne pouvons lutter pour l'Islam, mais nous luttons d'abord pour  
nos conditions de vie.*

Maxime du mouvement touareg, Alliance du 23 mai pour le  
changement<sup>1</sup>

Depuis quelques décennies, les peuples du Sahara et du Sahel ont développé un type nouveau de véhicules d'assaut mieux connus sous le nom de son arme principale, la mitrailleuse lourde Teknikal de fabrication soviétique. Au combat, les Touaregs du Mali et du Niger utilisent intelligemment leur habileté au volant et les vents dominants pour créer un nuage de poussière qui couvre les combattants aussi bien pendant l'attaque que dans la retraite (Klute 2001 :501). Les victimes en restent confondus dans un nuage de poussière. Pour employer une métaphore, on peut dire que les nombreux acteurs et observateurs du front saharien de la guerre contre la terreur se sont laissés surprendre de la même façon.

Avec la guerre contre la terreur, les régions reculées du monde se sont trouvées présenter un intérêt accru. Les terroristes peuvent opérer sans contrainte là où l'autorité de l'état est faible ou absente. L'Afghanistan est l'exemple de ces états « en faillite » fournissant un sanctuaire aux terroristes. Il n'est donc pas étonnant que l'Afrique abritant tant d'états « faillis » ou « en faillite » soit considéré comme posant un risque pour la sécurité. L'armée américaine a ouvert deux fronts africains dans le cadre de l'« Opération Liberté Immuable », l'une dans la Corne de l'Afrique, l'autre au Sahara et Sahel, ce dernier étant l'objet de cet article.

Dans les années 1990, Al Qaïda était très présente en Afrique orientale. Osama bin Laden et son entourage se sont installés plusieurs années au Soudan d'où ils ont organisé les opérations militaires contre les forces américaines en Somalie. En 1998, des bombes explosèrent devant les ambassades US de Nairobi et Dar es Salam. En 2003, l'Algérie et le nord du Mali furent pendant plusieurs mois le théâtre d'un kidnapping, avec comme personnages principaux le Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC) affilié à Al Qaïda, et 32 otages allemands, suisses et néerlandais.<sup>2</sup> En outre, l'organisation islamique populaire, Tablighi Jama'at joue un rôle actif dans nombre de régions d'Afrique depuis la fin des années 1990 ; plusieurs observateurs la considèrent comme une couverture ou au moins un tremplin pour la pénétration d'Al Qaïda en Afrique.<sup>3</sup>

Ces événements sont à l'origine d'un grand nombre de publications posant toutes la même question : « Le Sahara et le Sahel sont-ils les nouvelles bases d'Al Qaïda et leurs habitants deviendront-ils des combattants de l'Islam radical ? ». Nombre de journalistes ont tenté de découvrir « Les bases d'Al Qaïda au Sahara, ou au moins de présenter le Sahara comme un dangereux nid de trafiquants, allant parfois jusqu'à confirmer l'existence de marchés aux esclaves pour preuve de l'anarchie qui règne dans la région (Van der Aa 2004 ; Tlemçani 2003 ; Winter 2004). Plus sérieux sont les travaux de Jeremy Keenan (2004, 2005), spécialiste du Sahara, qui fait tout pour prouver que la « menace islamique » n'est qu'un leurre élaboré, organisé par les services secrets américains et algériens pour protéger les commerces du pétrole et des armes. Comme l'admet Keenan lui-même, ses preuves sont pour beaucoup indirectes et son approche trop générale. Mais nul ne peut contester que les événements récents, quelle que soit leur nature exacte, tombent extrêmement bien pour justifier la présence des forces américaines au Sahara. Nous adhérons tout à fait aux conclusions de Keenan qui affirme que les événements et les groupes impliqués sur le front saharien – très peu nombreux, mais répétés et rabâchés dans presque tous les écrits sur le sujet, y compris ici – indiquent que la menace terroriste est probablement très limitée.

D'autres chercheurs plus prudents comme par exemple ceux qui ont rédigé le rapport de l'International Crisis Group (2005) sur le Sahara, essaient de présenter les événements récents dans un tableau d'ensemble régional plus large, dans son contexte historique reprenant les événements politiques et religieux. Ils insistent également sur le fait que l'Islam radical a des antécédents dans la région et n'est pas nécessairement menaçant. Parmi eux, Sigrid Faath (2005) qui se contente d'énumérer et d'interpréter les remarques et déclarations officielles des forces US sur la nature du programme de l'Initiative Pan-Sahel. Le problème posé par tous ces papiers, de celui de Salima Tlemçani sur les marchés aux esclaves, aux citations de Sigrid Faath de sources US, est celui qui continue de hanter tout ce qui est écrit sur le Sahara ou sur tout ce qui s'y passe : rien ou presque rien n'est certain, tout y est enveloppé dans un « nuage de poussière ».

Nous avançons dans cet article que c'est la nature même du Sahara qui en façonne les événements : l'immensité de la région et l'éparpillement de sa population, ainsi que la forme qu'y prend l'information. Les médias locaux sont rares et les grandes sources d'information sont les conversations et rumeurs, connues dans la littérature africaniste sous le nom de *radio trottoir*, et au Sahara sous le nom de *télégraphe saharien* ou *téléphone touarègue*. Les antagonismes entre les divers peuples, tribus et clans amènent à donner une couleur locale aux diverses nouvelles, de sorte que celles-ci ne peuvent être interprétées sans une bonne connaissance du contexte local. Les mouvements opérant à l'échelle mondiale et les courants intellectuels globaux au sein de l'Islam, tel le Salafisme et la tradition Neobandi de la Tablighi Jama'at sont adaptés au contexte local, lequel à son tour les traduit en une version locale de l'Islam ; les mouvements ostensiblement mondiaux ne peuvent ainsi être compris que par rapport à cet environnement spécifique. La menace potentielle que pourrait poser cet Islam radical local est directement corrélée avec les conditions politiques, militaires, sociales et économiques qui ont participé à sa formation. Cela signifie que celui qui cherche à se faire une image globale de la situation au Sahara doit nécessairement commencer par effectuer des études locales détaillées, complétées et juxtaposées les unes aux autres. Si cela ne permet pas d'obtenir cette image globale, ce processus est au moins le reflet de la complexité et de la diversité du Sahara. Nous espérons ici faire quelques pas dans cette direction en étudiant « sur le terrain » l'histoire de trois des acteurs parmi les plus importants dans la guerre contre la terreur au Sahara : l'armée américaine, la Tablighi Jama'at et le GSPC de provenance Algérienne<sup>4</sup>.

### **Les initiatives militaires américaines**

L'armée américaine a ouvert deux fronts africains dans le cadre de l'Opération Liberté Immuable : l'un dans la Corne de l'Afrique, l'autre au Sahara-Sahel. Ce dernier programme a été lancé sous le nom de l'Initiative Pan-Sahel (PSI) (ICG 2005 ; Faath 2005) et couvre la Mauritanie, le Mali, le Niger et le Tchad. Avec un budget limité à 6 millions de dollars, l'armée américaine a entraîné et équipé des unités de réaction rapide dans chacun des trois pays. Ces unités étaient destinées à garder les frontières notoirement poreuses dans l'espoir d'arrêter le flux croissant de personnes, marchandises et armes illégales dans la région. Elles devaient aussi empêcher le Sahel de devenir le refuge des terroristes. A cette fin, les unités furent équipées de GPS (Global Positioning Systems), d'avions de reconnaissance sans pilotes (nommés drones localement), et autres moyens modernes permettant de découvrir les caches et d'éliminer les terroristes. En 2005, la PSI devint l'Initiative Trans-Saharienne de Contre-Terrorisme (TSCTI)<sup>5</sup>. Dotée d'un budget fixe d'un demi milliard de dollars, cette initiative est plus large que son prédécesseur et est prévue sur cinq ans. L'Algérie, le Maroc, la Tunisie, le Sénégal et le Nigeria ont rejoint les pays sahéliens d'origine et la Libye le fera peut-être à l'avenir. L'objectif est de mettre sur pied des unités anti-terroristes et des bases semi permanentes d'opérations pour les troupes américaines dans la région. Selon des témoins sur place et les sites Internet du GSPC, ces bases ont été organisées dans le nord du Mali (où l'ancienne base aérienne française de Tessalit est prête à l'emploi), dans la capitale régionale mauritanienne de Néma, à Tamanrasset, dans le sud de l'Algérie, et à Agadez, au Nord Niger. En outre, les troupes américaines sont présentes dans la ville malienne de Gao depuis 2004<sup>6</sup>. Le programme est centré sur la poursuite de la garde des frontières, et plus particulièrement sur la coopération interrégionale et l'échange de renseignements. En outre, il a été fait place à l'aide au développement au sein du programme par l'ouverture d'une ligne budgétaire permettant, entre autres, à l'USAID (United States Agency for International Development) de jouer un rôle important. La TSCTI a officiellement été lancée le 6 juin 2005 par les manœuvres militaires « Flintlock » où étaient engagées sept pays et un millier de militaires des forces spéciales américaines.

Les initiatives US au Sahel ont été à l'origine créées pour répondre à l'idée qu'il était indispensable d'empêcher que la région ne devienne la pépinière du terrorisme international. La vraie *menace* de terrorisme (avec l'exception de l'enlèvement de touristes) et l'attaque du GSPC sur les postes militaires mauritaniens de Lemgheiti n'ont en fait eu lieu qu'après la mise en place de ces initiatives. Les américains sont pourtant convaincus que ces actes sont la preuve du danger réel caché au Sahara et que leur présence militaire est donc justifiée.

L'inquiétude américaine se portait surtout sur la région septentrionale du Mali ; plus de la moitié du budget de la PSI a été alloué à cette région. Celle-ci était considérée comme potentiellement explosive : la région est pauvre, la contrebande y est l'un des piliers de l'économie, et les armes à feu illégales y abondent. La population est constituée en majorité de Touaregs considérés comme particulièrement versatile. Depuis l'indépendance, les Touaregs se sont rebellés deux fois contre le gouvernement de Bamako (1963–1964, 1990–1996). Les accords de paix de Mai 1996 n'ont pourtant pas apaisé leurs frustrations politiques et la menace d'une nouvelle rébellion pesait toujours. Cette menace est devenue réalité en 2006. En outre, depuis la fin des années 1990, l'activisme islamique a connu une hausse marquée dans la région. La Tablighi Jama'at a particulièrement prospéré dans la ville de Kidal, réussissant à convertir des leaders politiques et d'anciens rebelles. Le GSPC est également présent dans la région et a recruté parmi la population locale<sup>7</sup>. Vu les circonstances, il n'est pas étonnant que les experts américains en contre-terrorisme en aient conclu que le nord du Mali était mûr pour des événements qui pouvaient tourner très mal.

L'une des faiblesses les plus marquantes de l'approche américaine actuelle est sa dépendance sur la technologie pour obtenir des renseignements<sup>8</sup>. Comme exemple typique, citons le déploiement de trois avions téléguidés (drones) dans le Nord du Mali en 2004 qui devaient fournir des images de la « situation » locale 24 heures sur 24. Mais cette technologie ne fournit pas des renseignements, seulement des données brutes. Si le premier pas vers le renseignement est la récolte de données exactes et en nombre suffisant, ce n'est que cela, le premier pas. Les techniques utilisées ici, à savoir des images obtenues par avion, peuvent très bien être mauvaises – soit trop détaillées, ou trop larges pour être d'aucune utilité. Ensuite, le renseignement suppose une interprétation correcte de ces données, ce qui exige des connaissances et expériences préalables. C'est là que réside la possibilité de faillite des efforts américains : dans ce domaine, ils manquent singulièrement de compétences locales et ne collaborent même pas avec des experts locaux 'sur le terrain'. Si l'interprétation des données collectées par les drones était soumise uniquement à des analystes américains, elle ne parviendrait sans doute pas à fournir des renseignements corrects. Ils ne connaissant pas assez bien la situation locale, ni le terrain, pour lire ce qu'ils voient. Même lorsque des collaborateurs locaux sont pressentis, ils ont tendance à être choisis en fonction de leur 'fiabilité' telle qu'elle est déterminée par des critères et préjugés occidentaux – ils ne sont pas réellement sélectionnés sur leur 'valeur indigène'. Les experts en sécurité de l'ambassade de Bamako, par exemple, ont utilisé comme partenaire local lorsqu'ils venaient à Kidal un homme qui avait été marié à une Américaine, avait travaillé en Europe et parlait assez bien l'anglais<sup>9</sup>. Enfin, le dernier acte est d'utiliser les renseignements obtenus pour empêcher un ennemi d'agir ou pour l'intercepter. Après tout, c'est le but que poursuit la guerre contre la terreur : empêcher l'activité terroriste, et pas seulement la surveiller. Encore une fois, il faut être capable de prévoir les mouvements de l'ennemi et ceci ne peut être fait que si l'on connaît le terrain et les moyens dont dispose l'ennemi, et si l'on peut comprendre quels choix il fera dans certaines situations données où ces facteurs entrent en jeu. La capture du commandant du GSPC Abderrazak *El Para* apporte la preuve que la stratégie high tech américaine ne fonctionne pas. Alors qu'il avait été poursuivi par des troupes d'élite de l'armée américaine, c'est le mouvement rebelle tchadien armé seulement de Teknikals et de Kalachnikovs, utilisant uniquement le *téléphone saharien* – renseignements locaux – qui avait les connaissances nécessaires permettant d'anticiper les mouvements du GSPC en fuite. Une autre preuve de l'insuffisance de la technologie a été fournie par l'attaque par le GSPC de la base militaire mauritanienne de Lemgheiti le 3 juin 2005, soit exactement trois jours avant le début de l'Opération Flintlock sur la région frontalière entre la Mauritanie, le Mali et le Sénégal. Il ne fait aucun doute que tous les gadgets américains étaient en place pour cet exercice - et pourtant ils n'ont pas vu venir le GSPC. Jeremy Keenan y voit la preuve que le GSPC est piloté par les services secrets algériens, favorables aux intérêts américains et algériens ; il affirme qu'il s'agit d'une attaque simulée destinée à justifier la présence américaine<sup>10</sup>. De notre côté, nous pensons vu d'autres échecs rencontrés ailleurs, que la réponse est beaucoup plus simple : la foi aveugle des américains dans la technologie, le manque de soutien et collaboration 'sur le terrain',

ont fourni des renseignements incomplets et défectueux que leurs 'experts' n'ont pas su interpréter

### L'intérêt des jihadistes pour l'Afrique

Après avoir été relativement négligée pendant plusieurs années, l'Afrique semble être revenue dans le programme des *jihadistes*. La progression de l'Union des Tribunaux Islamiques en Somalie a été reçue avec beaucoup d'enthousiasme par les mouvements *jihadistes* qui expriment l'espoir d'y voir naître un nouvel état Taliban. Dans un message parlé diffusé en Avril 2006, Osama bin Laden lui-même a appelé les *mujahideen* à aller combattre aux Darfour la force internationale de maintien de la paix sur place. En Mai dernier, cet appel fut réitéré par Ayman al-Zawahiri dans son message vidéo "Soutenir les Palestiniens"<sup>11</sup>. Le mois dernier, un papier écrit par un dénommé Abu Azzam al-Ansari « Al Qaïda se tourne vers l'Afrique » a été publié dans *Sada al-Jihad* (l'Echo du Jihad), magazine électronique que l'on pense d'origine saoudienne diffusé sur Internet via les forums *jihadistes* en arabe<sup>12</sup>. Dans cet article, l'auteur énumère les nombreuses possibilités que peuvent offrir ce continent pour un *jihad* mondial. Il affirme que comme les gouvernements africains sont faibles, divisés et corrompus, sans armées fortes et sans services de renseignements et de sécurité efficaces, et parce que les frontières sont mal gardées et que les armes bon marché sont facilement disponibles en grandes quantités, les *mujahideen* pourraient facilement s'y organiser en secret. Selon le raisonnement d'Al-Ansari, non seulement l'idée du *jihad* est répandue, mais elle est particulièrement attrayante aux yeux des Africains parce qu'ils sont « prêts » à mourir héroïquement (preuve en est les nombreux conflits ethniques et guerres civiles dans lesquels ils s'engagent). En outre, l'Afrique serait idéale parce qu'il serait facile de propager le *jihad* tous azimuts en Egypte comme en Palestine et de lancer des attaques vers l'Europe et sur les moyens de transport des « croisés ». En bref, Al-Ansari conclue que les conditions et opportunités du continent africain sont favorables au lancement du *jihad* mondial. Il faut noter qu'al-Ansari s'exprime avec les stéréotypes semblables à ceux de l'Orientalisme occidental, par des platitudes géostratégiques impérialistes. Il considère le Salafisme comme universellement valable et donc exclut la culture locale et le contexte sociopolitique considérés comme hors sujet. Selon Oliver Roy (2004:23-4), ce type d'« Islam déculturé » est caractéristique des tendances fondamentalistes contemporaines: « la construction d'un Islam déculturé est un moyen de faire l'expérience d'une identité religieuse qui n'est liée à aucune culture donnée et peut donc s'appliquer à toutes les cultures ou, plus précisément, pourrait être définie au-delà de la notion de culture ».

Al-Ansari fait également une observation intéressante à propos du Soufisme. Il affirme que le fait que la plupart des Musulmans sont Soufis ne devrait pas empêcher de les persuader de prendre part au *jihad*. Au contraire, note-t-il, les expériences menées ailleurs montrent qu'il est plus facile pour les *mujahideen* de travailler avec des Soufis que, par exemple, avec des Shiïtes ou des communistes. Il fait probablement référence à la Somalie, la Bosnie, la Tchétchénie et l'Afghanistan où le Salafisme jihadiste a fait des progrès significatifs dans des contextes religieux indéniablement Soufis. On trouve en Irak les preuves récentes de cette alliance où les confréries Soufis ont formé les bataillons Abd al-Qadir Jilani et ont rejoint la rébellion armée (Khalil 2006). Les divergences théologiques entre les deux voies paraissent être dans la pratique un obstacle moins grand que ce qu'on aurait pu envisager en théorie.

Mais les spécialistes du contre-terrorisme américain utilisent un modèle de raisonnement tout à fait différent. D'après eux, il y a les « bons musulmans » et les « mauvais musulmans » - ainsi qu'un « bon islam » et un « mauvais islam ». Dans ce modèle, l'Islam ouest africain correspondant au Soufisme est tolérant et pacifique ; en revanche, les mouvements islamistes sont suspects. Cette simplification duale ne reflète pas la diversité de l'histoire de l'Islam dans la région. Au XIXe siècle, par exemple, ce sont des *jihads* inspirés par le soufisme (basés sur la Tijaniyya et la Qadiriyya) qui provoquèrent des soulèvements politiques et militaires dans tout le Sahel, de l'Atlantique au Nord Cameroun, tandis que depuis son introduction dans les pays d'Afrique de l'Ouest tels le Mali et le Ghana dans les années 1930, le Wahhabisme dont ils ont si peur est resté parfaitement pacifique (Kaba 1974). L'Amérique se méfie plus particulièrement des Salafistes et de la Tablighi Jama'at. Ces deux rameaux de l'activisme islamique sont considérés comme des foyers de terrorisme. Depuis le 11 septembre c'est la confusion quant à la nature du Salafisme. Cela tient à l'image que donne le mouvement de lui-même et aux diverses tendances en son sein. Le Salafisme est un mouvement spécifique au sein de l'activisme islamique moderne<sup>13</sup>. Le terme fait référence aux al-salaf al-salih (pieux ancêtres), les trois premières générations de Musulmans. Les Salafistes ne se voient pas comme étant une secte, un mouvement ou un groupe séparés, mais comme les seuls vrais musulmans. Dans l'Histoire, le Salafisme est un descendant du Hanbalisme, l'une des quatre écoles Sunnites de droit, et il est lié de façon permanente au Wahhabisme, la religion officielle d'Arabie Saoudite. Les Salafistes refusent pourtant de se dire 'Hanbalites' ou 'Wahhabites'. Ils se disent *muwahhideen* (adeptes de la *tawhid*) ou *Ahl al-Sunna wa'l-Jama'a*,

adeptes de l'exemple du prophète Mohammed et de la *Salaf*) aussi bien que 'Salafistes'. Tous les Salafistes adhèrent à la même doctrine (*aqeeda*). Trois courants existent pourtant qui divergent sur la manière dont la doctrine doit être mise en pratique (Wiktorowicz 2006): les puristes de la *Salafiyya Ilmiyya*, les réformateurs politiques du mouvement *Sahwa*, et les Salafistes *jihadistes*. Pour ce qui nous concerne, les divergences les plus marquantes tiennent à leur attitude vis-à-vis de l'état et des méthodes politiques qu'ils emploient. Le mouvement dominant est la *Salafiyya Ilmiyya*. Selon leurs principes, des concepts politiques modernes tels que l'«état-nation» ou la «démocratie» n'apparaissent pas dans le Coran ou la Sunna et sont donc *bid'a* (illégitimes). C'est la raison pour laquelle ils ne font pas de politique. En outre, ils adhèrent à la position prise par le grand érudit Ibn Taymiyya (1263–1328) qui veut que «soixante ans sous la domination d'un despote sont préférables à une nuit sans lui». Selon cette maxime, ils acceptent l'état de fait. Le mouvement *Sahwa* en revanche participe activement à la politique. Ils acceptent les institutions politiques existantes et essaient de les influencer dans le cadre d'activités acceptées par l'état comme les manifestations, pétitions et boycotts. La variante *jihadi* du Salafisme rejette l'ordre politique existant et appelle à le contrer vigoureusement par le moyen d'un *jihad* armé. Le GSPC est adepte du Salafisme *jihadiste*. En revanche, la Tablighi Jama'at n'adhère nullement à la tradition Salafiste, mais c'est un mouvement pieux conservateur, essentiellement porté sur la conversion d'individus qui sont déjà musulmans. Explicitement apolitique, la Tablighi Jama'at condamne la violence, considérant que si tous les peuples étaient de bons musulmans la violence et la politique ne seraient plus nécessaire (Masud 2000).

Les responsables américains, surtout les militaires du Commandement Européen, ont peur de ce qu'ils appellent «l'effet tremplin»; la mutation automatique de pieux musulmans en *mujahideen* par le biais du mouvement *da'wa* (prêche islamique) tel la *Tablighi Jama'at*<sup>14</sup>. Le raisonnement doit être nuancé. Les divers rameaux du Salafisme utilisent la même doctrine, mais donnent un sens tout à fait différent aux mots. Par exemple, toutes les ramifications ont une conception très claire du mot *jihad* armé (*qital*). Mais pour la *Salafiyya Ilmiyya*, le *jihad* est modéré par de nombreuses restrictions. Par exemple, le *jihad* doit avoir des chances raisonnables de vaincre et doit de préférence être mené seulement défensivement, sous commandement d'un dirigeant. En revanche, les Salafistes *jihadistes* rejettent toutes restrictions et considèrent le *jihad* comme un devoir personnel. C'est ainsi qu'au sein du Salafisme coexistent des tendances autres que *jihadistes*, des mouvements qui réfutent et condamnent avec véhémence le concept du *jihad* mondial tel qu'il est prêché par Al Qaïda<sup>15</sup>. Ils ont produit de solides arguments contre l'extrémisme, limitant la radicalisation. L'hypothèse que le Salafisme ou le fondamentalisme mène nécessairement au terrorisme est donc indéfendable. En outre, il n'y a pas seulement une différence très marquée entre les Salafistes et la Tablighi Jama'at, il y a même réel antagonisme. S'il s'agit bien de deux mouvements fondamentalistes, ils sont organisés différemment et interprètent différemment la foi islamique. Les Salafistes considèrent que la Tablighi Jama'at est une «secte maléfique [qui] a dépassé toutes les bornes de l'innovation et du *shirk* (idolâtrie)»<sup>16</sup>. En conséquence, même si des individus ou de petits groupes appartenant à un mouvement *da'wa* peuvent se radicaliser, il n'y a pas d'exemple de radicalisation collective des mouvements *da'wa* dans l'histoire récente de l'Afrique occidentale. On ne peut donc estimer que ces mouvements sont des organisations couvertures d'Al Qaïda.

### **La Tablighi Jama'at au Nord du Mali**

Depuis les années 1990, le Sahara est ouvert à divers mouvements islamiques mondiaux, dont le premier est la Tablighi Jama'at. Celle-ci a été fondée dans les années 1930 dans la province indienne du Deccan (Masud 2000). Après la partition de l'Inde et du Pakistan en 1947, le quartier général de l'organisation est resté dans le Mawat indien. Pourtant, le mouvement est connu comme pakistanais. A partir des années 1960, sous la houlette de Maulana Hassan, petit-fils de son fondateur Maulana Ilyas, la Tablighi Jama'at est devenue un mouvement international. Son succès en tant qu'organisation tient essentiellement à sa structure égalitariste et à la faiblesse des coûts de fonctionnement, possible grâce au dévouement et sacrifice de ses membres. Un Tablighi pieux donne 10 jours «bénévoles» par mois, ou 40 jours par an pour devenir missionnaire du mouvement. Ils voyagent en groupe d'environ 10 sur des missions dites *khuruj* qui durent entre 10 ou 40 jours, et une année entière. A leur arrivée dans une communauté, un *khuruj* demande d'abord aux autorités de l'état la permission de poursuivre leurs activités, puis la même demande est effectuée auprès des autorités traditionnelles et enfin auprès des '*ulema* locales. Ce n'est qu'après avoir obtenu ces permissions et après un échange d'idées avec les '*ulema* que la mission se disperse dans la population. Les enseignements missionnaires ont lieu à la mosquée locale. Les participants au Nord du Mali les appellent «les stages de trois jours» (*karad shilan*) au cours desquels la doctrine Tablighi de l'Islam est expliquée en six principes simples. Ceux qui veulent en savoir plus peuvent suivre un stage de 10 ou 40 jours dans un centre plus important où leur

engagement personnel dans la *da'wa* augmente. Ceux qui veulent aller encore plus loin peuvent décider de passer jusqu'à un an dans l'un des grands centres du mouvement à Raiwind, au Pakistan, à Tongi au Bangladesh ou soit à Mewat soit à la Medrasa de Deoband, en Inde. C'est ainsi que la Tablighi Jama'at est devenue le plus important mouvement populaire islamique au monde. Ensemble, les rassemblements annuels de ses membres à Raiwind et Tongi sont, avec plus d'un million de visiteurs chacun, aussi importants que le *hajj*.

Le succès ou l'échec de la Tablighi Jama'at au Nord du Mali dépendait beaucoup de la situation politique et religieuse locale<sup>17</sup>. A la fin des années 1990, l'oeuvre missionnaire de la Tablighi Jama'at en Afrique occidentale francophone était coordonnée à partir de la Gambie où le mouvement s'était implanté dans les premières années de 1990 (Janson 2005)<sup>18</sup>. A partir de là, le mouvement semble s'être diffusé d'abord par le biais des femmes gambiennes de la Tablighi vers la Mauritanie, puis vers le Sud Mali, et de là vers le nord. Au cours du ramadan de février 1999, quatre *khuruji* 'Pakistanais' sont arrivés à Kidal en mission de *da'wa*.<sup>19</sup> Ils furent remplacés après le Ramadan par des Mauritaniens qui furent à leur tour remplacés par des Maliens de Bamako. Le mouvement ne connut pas beaucoup de succès au début, mais à partir de Mai 1999 les stages de trois jours ont commencé à attirer l'attention, surtout chez les membres du clan touareg des Ifoghas.

Les activités missionnaires de la Tablighi Jama'at à Kidal ont coïncidé avec les préalables aux élections municipales locales prévues pour juin, lesquelles se déroulaient dans le cadre d'un conflit de pouvoir entre deux clans. Les chefs traditionnels de la région, les Ifoghas, légitiment leur pouvoir sur des bases religieuses, parce qu'ils se déclarent *shorfa* (descendants du prophète Mohamed) ; le chef traditionnel se présente avec emphase sous le titre de *amir al-mu'minin* – chef des croyants. Leur position dominante est contestée par un autre clan, les Idnans, qui présentaient le candidat le plus populaire pour la position de maire, lequel était une candidate, une femme affectueusement connue sous son surnom de Tenhert, la Biche. Dans la société touarègue, les femmes disposent traditionnellement d'une grande liberté de se mêler à la vie publique. Il n'y avait rien d'inhabituel ni de particulièrement remarquable dans cette situation à Kidal. Pourtant, la présence de la Tablighi Jama'at introduisit une nouvelle dynamique. Cette liberté accordée aux femmes est jugée ailleurs dans le monde Musulman comme pour le moins tout à fait exceptionnelle – exception dont les femmes de Kidal qui ont vécu comme immigrantes dans les pays arabes sont très conscientes (Figueiredo 1996). La Tablighi Jama'at, avec ses racines dans l'Islam indien, reflète fortement le contexte culturel du Deccan indien où elle est née. A l'époque, l'irruption de femmes indiennes dans la vie publique (dans la société coloniale britannique) était fortement contestée et réprochée. Les spécialistes qui ont étudié ce mouvement ont observé que le mouvement était dès le départ parmi ceux qui étaient le plus fortement opposés à l'émancipation 'à l'occidentale' des femmes indiennes (Metcalf 2000). En conséquence, dans le contexte très politisé de Kidal, il n'est pas surprenant que ses conceptions fortement anti-féministes et sa sujétion vis-à-vis de ceux qui détenaient le pouvoir local lui permettent de jouer un rôle dans le débat local. C'est ainsi que le mouvement se transforma et, malgré ses principes, se politisa.

Au début, le chef tribal était favorable à la candidate malgré son origine clanique. Mais influencé par la doctrine Tablighi, en mai, les *ulema* locales décrétèrent qu'il était impossible en Islam d'avoir une femme comme maire. Si le chef ne retirait pas son soutien à la Biche, ils ne le considéraient plus comme *amir al-mu'minin*. Le chef s'est incliné et a retiré son soutien. Il suggéra alors que l'un de ses fils soit candidat à la place de la Biche (au sein du même parti), alors qu'un autre de ses fils décida de se présenter pour l'opposition afin d'empêcher qu'on puisse parler de conseil de 'coalition' avec la Biche après les élections. Pendant ce temps, l'un des conseillers les plus importants du chef avait terminé ses 40 jours de stage de la Tablighi Jama'at en Gambie et deux de ses fils avaient terminé leurs 10 jours à Bamako et étaient revenus jouer un rôle actif dans la mission locale. Si l'influence de la Tablighi Jama'at se renforçait dans la famille gouvernante et parmi ses supporters, elle était par définition impopulaire chez les clans d'opposition, tel les Idnan. En fait, l'influence des Tabligh dans la zone de Kidal resta limitée aux Ifoghas. En même temps, elle générant une réelle opposition chez les femmes, plus particulièrement chez celles de la famille de la Biche. Le problème n'était pas seulement celui de la course avortée à l'élection. Comme beaucoup de femmes de Kidal, elles craignaient ce qu'elles appelaient les 'situations algériennes', la retraite forcée de la vie publique symbolisée par le voile qu'elles ne portent pas par tradition. Beaucoup de femmes touarègues ont vécu plusieurs années d'exil en Algérie où elles ont pu faire l'expérience de l'influence 'arabe' sur leur culture ; les restrictions imposées, surtout dans le domaine de la diminution de leur rôle dans la vie publique, sont bien connues au pays (Achterberg 1988; Bellil et Dida 1993; Figueiredo 1996). Dans une lettre ouverte, aux chefs traditionnels et notables de Kidal,

un groupe de femmes influentes ont demandé où, précisément, l'islam interdit aux femmes de se faire élire comme maire, et depuis quand les chefs spirituels de la région avaient-ils besoin de prendre les conseils d'étrangers. Elles rappelaient que les femmes ont toujours eu le droit de se mêler au débat politique et demandaient que les traditions des Touaregs soient préférées à celles d'étrangers<sup>20</sup>. Les Ifoghas parvinrent à empêcher la Biche de prendre son fauteuil de maire, malgré le fait qu'elle se soit maintenue dans la course et ait gagné les élections !

L'impact de la Tablighi Jama'at, surtout parmi les Ifoghas, est de plus manifeste dans le voyage qu'effectua l'un des fils du chef traditionnel au quartier général de Raiwind, au Pakistan. En outre, un membre de la même tribu, le chef suprême de la rébellion au Mali des années 1990, Iyad ag Ghali, a également suivi les enseignements de la Tablighi Jama'at. Il a poursuivi ses études sur l'islam en 2002 par un séjour dans une mosquée de Saint Denis, en banlieue parisienne. Dans le monde touareg, où Iyad est célèbre et très influent, sa conversion amena nombre de plaisanteries. On disait que « dans les années 1990, si vous arriviez à la porte d'Iyad le matin et que le garde vous disait qu'il était indisposé, c'est qu'il avait passé la nuit à boire. Si vous arrivez à sa porte aujourd'hui et que le garde vous dit qu'il est indisposé, c'est qu'il a prié toute la nuit. »

Dans la ville voisine de Menaka, la Tablighi Jama'at fut reçue nettement plus fraîchement. Les chefs de tribus de la région ne tirent pas leur pouvoir de l'islam, mais leur légitimité se fonde sur l'autorité séculière, sur leur prestige militaire et historique. Pour la religion, ils s'en remettent aux jugements d'une famille d'*'ulema* traditionnels, les Kel Essuk – Kel Eguedesh. C'est donc à eux qu'ils adressèrent les missionnaires Tablighi à leur arrivée en ville, en leur disant qu'ils n'accepteraient leur présence que si les *'ulema* locales étaient d'accord. Ce ne fut pas le cas. La concurrence n'était pas acceptée et les missionnaires pakistanais furent chassés de la ville.

Contrairement à ce que beaucoup avaient cru, le mouvement perdit rapidement de sa popularité à Kidal et même au Mali en général après les événements de 2001. Il faut rappeler que contrairement à l'impression donnée dans certains rapports, la Tablighi Jama'at n'était pas seule à visiter le Sahara et le Sahel. Beaucoup de Saoudiens et autres ONG musulmanes étaient en compétition sur le marché du développement à base religieuses. L'une des tactiques utilisées avec succès par la Tablighi Jama'at au Sahel était l'importance donnée à son origine asiatique. Les missionnaires de la Tablighi Jama'at de Kidal mettaient l'accent sur le fait que, comme les populations locales, ils n'étaient pas Arabes. Les nombreux Arabes de la péninsule qui visitent la région en qualité de touristes, surtout pour la chasse, ainsi que ceux qui viennent dans le cadre de l'aide au développement, sont réputés arrogants, paresseux et exigeants. Dans son discours missionnaire, la Tablighi Jama'at explique qu'après avoir répandu l'islam à partir de la péninsule Arabique voici des siècles, les Arabes n'ont pas fait grand-chose pour l'islam. Les Musulmans d'Asie et d'Afrique en ont fait beaucoup plus. Ce discours fut très apprécié. Mais après le 11 septembre, et la contre-attaque US en Afghanistan, les habitants du Sahel ont vite compris que le lien établi entre l'islam radical, avec lequel ils étaient associé, et les attaques terroristes, pourraient amener des représailles. Peu après, le gouvernement malien extrada 25 membres pakistanais de la Tablighi Jama'at. Le mouvement ne fut plus guère représenté dans le Nord du Mali. Des missionnaires venus du Bangladesh avaient longuement séjourné à Tombouctou, mais leur popularité n'avait guère progressé. La population de cette ville est très consciente de sa réputation comme centre historique d'érudition islamique. Elle est aussi très consciente de sa dépendance vis-à-vis des touristes autant occidentaux que saoudiens, et aussi de la très mauvaise réputation des fondamentalistes d'Asie du Sud en occident mais aussi dans la Péninsule Arabique. Sans peut-être vouloir vraiment condamner leur présence (une grave insulte aux lois de l'hospitalité), les habitants de Tombouctou insistent sur leur rôle dans l'islam en tant que pôle de tolérance. Au cours d'une Conférence sur les contacts historiques entre Tombouctou et l'Occident, en 2004, les délégués de l'élite religieuse traditionnelle ont mis l'accent sur le fait que Tombouctou a toujours adhéré à un style plus tolérant d'islam – prenant ainsi sans équivoque leur distance vis-à-vis des fondamentalistes<sup>21</sup>

### **Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat**

L'organisation qui inquiète le plus les autorités américaines est le Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat<sup>22</sup>. Le GSPC opérant au Sahel est une branche du Groupe Islamique armé (GIA). En septembre 1998, le commandant du GIA, Hassan Hattab créait une organisation séparée, pour protester contre le point de vue du GIA sur le *takfir* (excommunication) et ses conséquences meurtrières pour la population civile. Au cours des années 1990, le GIA avait excommunié sans merci tous ceux qui ne le soutenaient pas activement. A l'inverse, le GSPC limitait l'utilisation du concept de *takfir* au seul état, parce que celui-ci n'agit pas en accord avec les lois de Dieu et doit donc être puni. Les activités du GSPC s'adressaient donc essentiellement à l'état algérien, surtout l'armée, la police et les services de sécurité, même si les civils n'étaient pas entièrement épargnés.

Après le 11 septembre, le GSPC fut mis par les Américains sur la liste des organisations terroristes et liées à Al Qaïda. Ce rapprochement n'est cependant pas sans équivoque. Il est clair que les deux organisations adhèrent à l'idéologie du Salafisme jihadiste<sup>23</sup>. Il est vrai que l'émir du GSPC, Nabil Sahraoui, a fait allégeance à Al Qaïda ; les membres des deux organisations entretiennent des liens personnels étroits. Cependant, cela ne signifie pas automatiquement que le GSPC forme une unité opérationnelle dans la structure des commandos d'Al Qaïda. Si l'on prête plus attention aux actions du GSPC qu'à sa rhétorique et à son idéologie, il apparaît que le GSPC a un son propre ordre du jour, lequel est à ce jour, la lutte armée contre l'état algérien et non pas le *jihad* global contre l'Occident. Il est possible que cette stratégie soit modifiée à l'avenir puisque Ayman al-Zawahiri a annoncé en septembre 2006 que le GSPC avait rejoint Al Qaïda, « un grand pas dans la guerre contre la France et l'Amérique »<sup>24</sup>. Il est difficile de prévoir ce que signifie vraiment cette décision.

En 2003, la direction du GSPC connut un bouleversement aboutissant à une scission de facto en factions régionales. Nabil Sahraoui, puis Abu Musab Abd al-Ouadoud succédèrent à Hassan Hattab. Ils prirent officiellement l'ensemble de la direction du GSPC, mais ils n'avaient de réel pouvoir que sur le Nord de l'Algérie. Dans le Sud algérien et dans les états mitoyens du Sahel, les deux autres émirs, Amari Saïfi et Mukhtar Bilmukhtar se sont taillés des territoires. Né en 1968, Amari Saïfi est un ancien parachutiste de l'armée algérienne, d'où son surnom d' Abderrazak *El Para*. C'est à lui que l'on doit la spectaculaire prise en otages de 32 touristes européens dans le Sahara algérien, qui dura plusieurs mois et se termina par le paiement d'une rançon de 5 millions d'Euros par le gouvernement allemand. Un an plus tard, le groupe d'El Para était poursuivi dans le Sahara par les unités de réaction rapides munies de GPS, mais il fut finalement capturé en mars 2004 par un petit groupe rebelle sans moyens, le Mouvement pour la Démocratie et la Justice au Tchad (MDJT) dans le nord-ouest du Tchad. Au terme de négociations éreintantes et chaotiques, *El Para* fut finalement livré aux autorités algériennes qui le condamnèrent à l'emprisonnement à vie<sup>25</sup>. L'autre commandant du GSPC opérant dans la région était Khalid Abu Abbas, alias Mukhtar Bilmukhtar (né en 1972). A la fin de 2002, les forces de sécurité françaises et américaines avaient accusé cet ancien *mujahid* afghan d'entretenir des liens personnels avec Al Qaïda. L'un de ces contacts, le Yéménite Imad Abd al-Wahid Ahmad Alwan, était suspect dans l'affaire de l'attaque par Al Qaïda du vaisseau américain *USS Cole*. Bilmukhtar et Alwan étaient accusés d'avoir participé à la préparation d'une attaque à la bombe sur l'ambassade US à Bamako qui devait se faire avec un camion bourré d'explosifs. Mais le plan fut sans doute abandonné lorsque Alwan fut tué dans le sud-est de l'Algérie par les forces de sécurité en septembre 2002. Bilmukhtar était également responsable de l'attaque du 3 juin 2005 sur la base mauritanienne de Lemgheiti (sur les frontières avec l'Algérie et le Mali). Au cours de l'attaque réalisée par environ 150 combattants du GSPC, 15 soldats mauritaniens et 9 membres du GSPC ont trouvé la mort. Le GSPC enleva non seulement des munitions et des armes à feu, mais aussi six véhicules militaires. Dans un communiqué publié immédiatement après sur Internet, le GSPC justifia l'attaque surprise par une rhétorique jihadiste très politisée. L'attaque y était présentée comme la première d'une « série d'actions » qui finiraient par débarrasser le monde musulman des « incroyants » comme des « chefs apostats » - en l'espèce, le « Karzaï de Mauritanie, agent des Juifs », le Président Maouyaould Taya<sup>26</sup>. Au cours des mois ayant précédé l'attaque, le régime d'ould Taya avait arrêté un grand nombre de membres de l'opposition islamique ainsi que des membres supposés du GSPC. Le communiqué expliquait qu'il s'agissait d'un acte de vengeance. Dans une interview ultérieure, Bilmukhtar poursuivait en défendant les motivations de l'attaque<sup>27</sup> et mentionnait que la Mauritanie avait été choisie en raison des liens étroits qu'ould Taya entretenait avec Israël et l'Amérique. L'attaque eut lieu le 4 juin 2005, juste après la visite du ministre des Affaires extérieures israélien, Silvan Shalom à Nouakchott et juste avant l'exercice militaire 'Flintlock' dirigé par les Américains.<sup>28</sup>

Si le GSPC avait à l'origine un programme politique clairement spécifié et cherchait à atteindre ses objectifs par le *jihad*, la faction méridionale du GSPC semble s'être investie essentiellement dans des activités criminelles. Bilmukhtar s'est fait une réputation de puissant contrebandier (ICG 2005 :18). Etant entendu que les preneurs d'otages dans l'affaire algérienne n'ont fait que demander une rançon, sans exigences politiques, on peut raisonnablement penser que les kidnappings furent plus une affaire criminelle qu'une affaire terroriste.<sup>29</sup> Les motivations criminelles du GSPC au Sahel apparaissent également dans l'attaque de la caserne de Lemgheiti où les combattants du GSPC ont pris des armes et des voitures comme butin. Vu du Sahara, il est une troisième explication plus nuancée. Tous les touristes enlevés voyageaient sans escorte à travers le désert. Suivant la « loi non écrite » du Sahara, voyager sans guide équivaut à ne pas payer les droits de passage, sans compter le vol des maigres ressources que sont l'eau et le bois. Selon la loi locale, les touristes séjournèrent illégalement dans la région. L'attaque de Lemgheiti

aussi se coule dans la tradition saharienne dont l'histoire remonte au temps des « combattants de la liberté » de l'époque coloniale au sud du Maroc, Ma 'al-Ainin, et qui s'est répétée lors des rébellions touarègues des années 1960 et 1990 : voler un adversaire est une victoire psychologique qui l'humilie et lui fait prendre conscience de son impuissance (Lecocq 2002). En outre, il est vrai que physiquement l'adversaire est réellement rendu impuissant dans un environnement où les ressources de ses ennemis sont augmentées des fruits du butin. Dans ces manœuvres, les combattants sahariens ne font pas la distinction entre civils et militaires. Ces enlèvements ne font rien d'autre que reprendre la tradition militaire de la *razzia*. Quoi qu'il en soit, suite à la médiation du gouvernement malien et de Iyad ag Ghali, le gouvernement allemand payait la rançon de 5 millions d'Euros. Le gouvernement malien a toléré la présence du GSPC sur son territoire à condition qu'il n'y entreprenne aucune action. Les intermédiaires touaregs leur ont fait savoir que si le GSPC faisait des problèmes, les Touaregs s'occuperaient d'eux à leur manière. Aucun de ces accords n'empêcha le GSPC de poursuivre ses activités – avec 5 millions d'Euros le ravitaillement est assuré ! Il est probable que des matériaux furent achetés sur le marché clandestin de Al Khalil (Nord du Mali).

Il est certain que le gouvernement US n'a pas approuvé la solution donnée à la crise des otages. Les troupes américaines ont commencé à poursuivre le bataillon du GSPC à la fin de 2003, ce qui fit que le groupe s'est scindé en quatre unités d'environ 50 hommes chacune, renforcées par les nouvelles recrues du Nord du Mali, d'Algérie et (apparemment) de Libye<sup>30</sup>. Un groupe se dirigea vers la zone entre Mali et Mauritanie où ils furent vus pour la dernière fois à la mi-janvier par un groupe de touristes Allemands qui traversaient le désert ; les touristes furent obligés de passer une journée et une nuit en compagnie du GSPC car le groupe ayant des problèmes de véhicules ne voulait pas que les touristes préviennent les autorités.<sup>31</sup> Un second groupe resta au Mali, à la frontière avec l'Algérie où ils furent vus pour la dernière fois après avoir enlevé quelques touristes allemands venus au festival d'Essakan ; ils relâchèrent les amateurs de musique au bout de deux jours (sans rien demander en retour). Un troisième groupe patrouillait dans la région du Tamesna, entre Mali, Algérie et Niger, où ils ont attaqué 20 touristes français voyageant avec une agence d'Agadez et réquisitionné leurs véhicules. Cette attaque remonte au 23 février 2004, exactement un an après les premiers enlèvements en Algérie<sup>32</sup>. Le même groupe organisé une nouvelle attaque au nord de Tahoua, au Niger, en Avril de la même année. Selon le journal nigérien *Le Républicain*, le groupe fut chassé vers le Tchad où ils rencontrèrent les forces armées nigériennes assistées de troupes US. Un quatrième groupe commandé par *El Para* avait apparemment déjà rejoint le Tchad. Celui-ci cherchait certainement à se procurer des armes, véhicules et autres matériels sur le marché des armes d'El Salvador Pass (sur la frontière entre Tchad, Libye et Niger). C'est là qu'ils furent finalement pris par le mouvement rebelle tchadien (MDJT). Comme nous l'avons dit plus haut, le fait que le bataillon d'*El Para* ait été pris par les rebelles tchadiens et non par les forces spéciales US qui étaient à sa poursuite est un sérieux indice quant à l'efficacité (ou l'absence d'efficacité) des opérations US au sol, lorsqu'elles ne sont pas assistées par des auxiliaires locaux.

### **La reprise de la rébellion au nord du Mali : un lien avec le *jihad* mondial ?**

Comme nous l'avons vu plus haut, Iyad ag Ghali, l'un des hommes les plus puissants du Nord Mali, a rejoint la Tablighi Jama'at avant que ne décline la popularité du mouvement, et est resté fidèle à l'Islam fondamentaliste. L'activisme islamique d'Iyad, la sympathie générale même en diminution vis-à-vis du radicalisme musulman dans la région, et les relations d'affaires entre les trafiquants du Sahara ont fait du Nord du Mali une excellente cachette pour le GSPC, et de ses habitants d'excellents médiateurs dans la crise des otages de 2003. Cependant la région qui a accueilli la plus grande prison politique (Kidal), pendant la colonisation et depuis, et qui a aussi connu deux rébellions contre le pouvoir d'état depuis l'indépendance, a acquis une réputation assez sinistre et sa population a très mauvaise presse. Il n'est donc pas très surprenant qu'aucun des rapports écrits jusqu'ici sur « la menace de la terreur » au Mali n'ait mentionné que la crise des otages du GSPC fut en fait résolue par la médiation de ces Touaregs « sauvage et violent » de Kidal. De sorte que même alors qu'ils ont joué les « bons » dans cette situation, ils restent les « méchants » dans l'imagination du public simplement parce qu'il en est ainsi depuis plus d'un siècle.<sup>33</sup> Cette image négative malgré leur contribution positive à la solution du problème du GSPC ne surprend pas les Touaregs de Kidal, mais elle les rend amers. Si être pour une fois le bon ne paie pas, pourquoi continuer à essayer ?

La rébellion touarègue qui s'est officiellement terminée en Mars 1996 par la cérémonie de la Flamme de la Paix à Tombouctou où les armes furent brûlées s'embrasa à nouveau exactement dix ans plus tard, le 23 mai 2006. Les chefs rebelles du nouveau conflit étaient ceux qui avaient dirigé la rébellion des années 1990 : <sup>34</sup> les frères Moussa et Ibrahim Bahanga, Hassan Fagaga et Iyad ag Ghali. Après une courte période d'incertitude quant aux motifs des rebelles, il devint apparent que ceux-ci s'alignaient sur les revendications des deux précédentes rébellions entamées

à Kidal. En fait, la première revendication du mouvement rebelle actuel, l'Alliance Démocratique du 23 mai pour le Changement (ADC) était l'application totale et entière des accords du *Pacte National* de 1992. Pourtant, vu la situation décrite au début de cette section, il semble que le public ait surtout retenu le fait qu'Iyad ag Ghali reste personnellement attaché à l'Islam fondamentaliste et à ses liens historiques avec la 'rébellion' – ce qui signifie globalement une possible association de la nouvelle résistance avec l'Islam radical. Mais juste avant ce soulèvement récent, les rebelles ont publié leur *raison d'être* sur Internet : leur seule revendication pouvant être interprétée comme reflétant un fondamentalisme islamique concerne l'enseignement : ils demandent que soit appliqué un curriculum islamique, l'enseignement en Arabe et en Tamasheq, et la séparation des garçons et des filles à l'école<sup>35</sup>. Mais ces mêmes revendications sont celles qui furent exprimées autrefois par les chefs de tribus de Kidal aux futurs leaders maliens avant l'indépendance, et réitérées au cours de la première rébellion de 1963. Même après la répression, pendant la difficile occupation militaire de la région dans les années 1960, la question resta si importante que les chefs de tribus continuaient d'insister sur ce point. Cette poursuite de la 'résistance' aboutit à l'incarcération et à la mort de l'un de ses chefs et à la fuite vers l'Algérie de plusieurs autres (Lecocq 2002:93). Les revendications liées à l'éducation ne peuvent donc guère être attribuées à l'influence actuelle de l'Islam fondamentaliste. En fait, les rebelles actuels ont tout fait pour indiquer clairement que leur lutte n'est *pas* liée au *jihad* mondial. Sur leur propre site Internet<sup>36</sup>, les rebelles nient entretenir aucun lien entre leur mouvement et la guerre sainte mondiale :

La DAAWA Islamiya [sic.] [*da'wa* – Tabligh I Jama'at] est venue à temps opportun pour remettre sur les rails une éducation que les nomades n'ont jamais dû quitter. ... Partant de cet Islam tolérant et éducateur, il est nocif et vraiment malsain d'essayer de le connecter sur les salafistes du GSPC, en rupture de ban avec le terreau qui les a produits et rejetés par leurs frères en armes en Algérie même. Dieu merci, même l'oncle SAM ne croit pas aux sornettes et autres intoxication de bas étages.<sup>37</sup>

Pour se faire bien entendre ils ont été jusqu'à utiliser leurs moyens militaires pour combattre le GSPC. Le 27 septembre 2006, les rebelles ont annoncé sur *Kidal Info* :

Accrochages mortels entre des éléments de l'Alliance et la direction militaire du GSPC résident au Sahara. Il en a résulté la mort des trois principaux chefs dont le remplaçant de El Para. De source bien informée cette opération vise à rassurer les autorités Algériennes de la bonne foi pour une bonne collaboration et prouver à l'opinion internationale que l'Alliance n'a rien de commun avec les Salafistes.<sup>38</sup>

C'est peut-être cet ordre du jour nettement exprimé contre le *jihad* mondial qui a empêché les forces américaines présentes dans la région de se mêler directement au conflit<sup>39</sup>. Toutefois la question reste posée de savoir s'ils vont continuer à se tenir à l'écart si le conflit se prolonge, et donc commencer à poser des problèmes aux explorations pétrolières ou minières américaines ou dans le Nord du Mali.

#### « I Use the Enemy, I Use Anarchy »

L'un des points d'inquiétude des Américains, celui qui influence le plus leurs actions et qui prend plus de poids encore avec la nouvelle révolte touarègue, est la supposée absence de l'état, le fait que l'anarchie régnerait au Sahara (Pringle 2006). La faible présence d'institutions étatiques fortes est vue comme un manque de contrôle de la région saharienne. Comme nous l'avons dit, les états «faillis» ou absents sont considérées comme des régions accueillantes pour les activités terroristes. Cette question aussi est plus complexe qu'il paraît. Au Sahara, le gouvernement malien, comme ses prédécesseurs, s'adosse sur un ensemble de structures subtilement équilibrées, dont ses propres structures visibles ne sont qu'une partie de l'ensemble, et où les pouvoirs traditionnels sont plus importants. S'il n'est pas perturbé, ce système est efficace. Mais comme nous allons le montrer, il est actuellement bousculé. Historiquement, les états externes (puissances coloniales ou autres) se sont toujours trouvés dans l'obligation d'utiliser le système du gouvernement indirect au Sahara. Pendant la période précoloniale, beaucoup de chefs de tribus, émirs et *Qaids*, reconnaissaient théoriquement l'autorité du Sultan du Maroc. Son pouvoir suprême fut remplacé par une reconnaissance théorique de l'autorité française – théorique parce que les Français ont beaucoup appliqué la règle du gouvernement indirect. C'est ainsi que jusque dans les années 1950, lorsque les richesses minérales ont commencé à jouer un rôle dans

les politiques sahariennes, la 'Paix Française' et les impôts étaient restés les principales préoccupations des maîtres politiques qui obtenaient des résultats dans ces deux domaines en utilisant les chefs de tribus et les *méharistes* armés équipés par les Français. La position de chef de tribu finit par devenir celle d'un véritable fonctionnaire des colonies, où chacun était placé à un échelon précis de carrière et de salaire, et qui était chargé de la justice, de la sécurité, des impôts et de l'éducation. C'est ainsi par exemple que le chef des Ifoghas, le plus important des chefs de tribu de la région de Kidal, était parmi les fonctionnaires indigènes les mieux payés d'Afrique de l'Ouest. En 1961, ce statut de fonctionnaire accordé aux chefs de tribus fut révoqué. Mais, comme avant eux les Français, les autorités maliennes ont vite compris qu'il était impossible de gouverner directement, sans les chefs de tribus. Les chefs furent donc rétablis dans leurs attributions et responsabilités anciennes, mais officieusement, la compensation financière devenant informelle. Outre ce statut informel, beaucoup de chefs de tribus ont été intégrés dans le système politique en tant que membres du parlement ou acteurs de rang équivalent. Au Niger et en Mauritanie, les chefs de tribus n'ont jamais été officiellement remerciés et eux aussi ont souvent une influence politique au sein des partis en plus de leurs responsabilités traditionnelles (Lecocq 2002, 2003). La façon dont fut traitée la rébellion des années 1990 confirme l'existence de ce système. Les chefs rebelles étaient souvent en opposition manifeste avec les positions adoptées par les chefs de tribus, et les conflits étaient publiques ; pour ces derniers, il était toujours de leur « devoir informel » de maintenir la paix. Comme le conflit persistait, la population fatiguée de la guerre commença à se tourner vers les chefs de tribus pour qu'ils usent de leur influence en tant que porte-parole : finalement, ils jouèrent un rôle important dans le retour à la paix (Lode 1996; Lecocq 2002). Il reste que leur rôle séculaire de maintien de la paix avait été sévèrement compromis par la rébellion. Pour compenser la perte de l'ancien arrangement aujourd'hui compromis, l'état malien a intégré un certain nombre de chefs rebelles touaregs à des rangs importants dans l'armée nationale. Ces ex-rebelles, qui travaillaient parfois en collaboration avec les chefs de tribus, étaient maintenant officieusement responsables de la sécurité au Nord, en accord avec le gouvernement malien, système que Klute (1999) a appelé 'parasouverain'. C'est ainsi que le gouvernement malien a sans le vouloir suivi à la lettre le conseil du chanteur anglais infâme et célèbre Johnny Rotten : « *I use the best / I use the rest / I use the enemy / I use anarchy / 'cos I wanna be anarchy!* »<sup>40</sup> Pour des raisons culturelles, sociales et politiques, cet arrangement ne peut être publiquement explicité. Malgré la réorganisation politique des années 1990, l'autorité malienne reste enracinée dans la tradition à la fois de l'administration centralisée à la française et dans celle de la politique africaine. Selon Jean-François Bayart (1986 :112-3) :

Sous jacent aux idéologies de l'unité nationale, un impérieux désir hégémonique pousse l'état et les groupes sociaux dominants autoproclamés à chercher à contrôler et façonner la société civile. La première tâche est de définir les bases sur lesquelles les autres peuvent avoir accès au système politique. La plupart des régimes restreignent sévèrement cet accès en empêchant l'organisation autonome et pluraliste des groupes sociaux subordonnés. Les gouvernants essaient au contraire soit d'intégrer les diverses forces sociales dans des mouvements uniques, soit de trouver d'autres moyens de contrôles intermédiaires et indirects. *Leur objectif est d'enrôler les groupes sociaux dominés dans l'espace existant de domination et de leur apprendre à être les sujets de l'état* (souligné par les auteurs).

La situation des ex-rebelles et des chefs traditionnels au Sahara est un parfait exemple de l'analyse de Bayart : alors que le Nord Mali apparaît aux étrangers, dont les Américains, comme 'manquant d'autorité étatique', la région exerce en fait un type particulier de pouvoir "parasouverain". Les apparences sont d'autant plus trompeuses en région saharienne qu'aussi bien la pratique que le discours du pouvoir sont guidés par les concepts politiques de l'honneur et de la parole retenue (respectivement *esshek* et *tengelt* en Tamasheq). Evoquer le pouvoir informel ou ses récompenses ramènerait les chefs de tribus et les ex-rebelles aux rangs de « valets de Bamako » ; leur honneur et leur prestige local en souffriraient, diminuant ainsi leur efficacité. L'efficacité de cet équilibre maintenu entre l'autorité centrale et les chefs locaux a été mainte fois démontrée et la libération des otages du GSPC en 2003 n'en est qu'un exemple. Toutefois, la récente rébellion met la tradition sérieusement à l'épreuve et menace de bousculer l'équilibre. Comme une partie parmi les plus importants personnages officiellement chargés du maintien de la paix ont rejoint les rebelles en 2006, après une période au cours de laquelle beaucoup des vieux chefs de tribus d'expérience ont été

remplacés par des hommes plus jeunes, l'état malien est aujourd'hui sérieusement handicapé dans sa quête de partenaires locaux pouvant étouffer la révolte actuelle et doit régler le problème par la négociation directe.

### **Les incitations économiques : Pétrole et Contrebande**

Pour les Etats-Unis, outre la chasse au GSPC, la priorité est la surveillance de tous les réseaux internationaux de contrebande au Sahara qu'ils suspectent de financer les activités terroristes. On sait que pour financer ses activités militaires le GSPC est mêlé à ces réseaux et il est généralement admis que c'est par le biais de ces activités de contrebande qu'il a pris contact avec les Touaregs du Nord du Mali. L'hypothèse est tentante, mais pas nécessairement vraie. La 'Route des Marlboro'<sup>41</sup> est ramifiée en diverses branches qui sont aux mains de différents groupes. Si la chasse au GSPC est probablement approuvée par une majorité des populations locales, les dérèglements qu'elle pourrait entraîner pour le commerce de marché noir, première source de revenus de la région et première source d'approvisionnement en biens de consommation bon marché, ne peut que réveiller l'hostilité de l'ensemble de la population.

Les trafics actuels ne sont que la poursuite de l'ancien commerce caravanier transsaharien, souvent effectué par les mêmes familles. Si la nature de ce commerce a changé avec le temps, ainsi que le type de marchandises échangées, il faut noter que le commerce des armes remonte à loin au Sahara. Aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, les lames d'épées allemandes traversaient très légalement le Sahara. Au cours des années 1920 et 1930, ce furent surtout les armes belges qui furent débarquées sur les côtes mauritaniennes et du Sahara occidental pour alimenter la révolte de Ma 'al-Ainin dans la vallée du Draa, dans le Sud marocain. Après la Deuxième Guerre mondiale, et jusque dans les années 1950, de faibles quantités de Mauser allemands et de fusils Manlicher Carcano italiens étaient passés clandestinement par les Chaambas et Touaregs algériens par la Libye<sup>42</sup>. Depuis 1962, ces armes ont été remplacées par celles de la Guerre de libération algérienne, à partir de Tamanrasset. Depuis les années 1970, les longues guerres civiles du Tchad ont inondé la région de Kalachnikov et de lance rockets. Ce conflit est terminé, mais la guerre a repris au Soudan et des armes de plus en plus lourdes affluent vers le célèbre marché aux armes d'El Salvador Pass. Au trafic d'armes s'est ajouté depuis les sécheresses des années 1970 et 1980 celui des denrées alimentaires algériennes et des gadgets électroniques libyens. Dans les années 1990, s'est développé le trafic de migrants dits clandestins, voitures, cigarettes et drogues. Le plus lucratif est le transport de cigarettes le long de la Route des Marlboro qui va de Mauritanie à l'Europe, en passant par le Mali et l'Algérie. Le trafic de migrants dits clandestins a également beaucoup augmenté au cours de la même période. Mais contrairement à l'impression que l'on en donne, une grande partie de ce trafic n'est pas 'illégal' puisque la majeure partie des Africains voyageant en Afrique n'ont pas besoin de visas<sup>43</sup> ; légal ou pas, cela reste un trafic dangereux pour ceux qui sont transportés.

Au Sahara, les postes de douanes ne sont pas situés à la frontière, mais dans les bourgs les plus proches où les transports légaux doivent être déclarés à l'importation ou à l'exportation. Des patrouilles contrôlent le trafic à la frontière. Or une grande partie du programme de la TSCTI est justement l'entraînement par les Etats-Unis des patrouilles douanières et la constitution de patrouilles mixtes sur une partie de la Route Markouba<sup>44</sup>. Les douanes maliennes fonctionnent cependant selon un quota de recettes douanières. Le gouvernement de Bamako chaque année exige une somme prédéterminée. Le surplus collecté par les agents des douanes est conservé et partagé entre le personnel. Ce système encourage le trafic, la fraude et la corruption. C'est ainsi que par exemple, sur le marché de Kidal la majorité des articles proposés à la vente sont entrés en fraude d'Algérie. Depuis les années 1990, la majeure partie des réseaux sahariens ont été avalés par de plus vastes réseaux transnationaux et les trafiquants Touaregs et Maures ne sont que les transporteurs. Ils sont payés par voyage avec une partie des profits, le reste allant aux financiers nigériens, libyens ou libanais (Grégoire 1999). Pour participer à l'entreprise, ils doivent déposer une garantie de 2 000 000 Francs CFA et leur véhicule doit passer l'inspection dans un port d'Afrique de l'Ouest, tel Lomé. Ce n'est qu'après cette inspection qu'ils peuvent participer au trafic<sup>45</sup>. C'est un gros investissement pour la région. Le risque n'est donc pas nul d'effets pervers dans ces campagnes US contre le GSPC et les trafiquants, car chacune de ces campagnes perturbe les moyens d'existence de la population locale. En outre, l'entraînement de gardes frontières et une 'sécurité' accrue ne feront que cibler les transporteurs qui ont investi les économies de la famille et se sont souvent endettés pour pouvoir participer au business – mais l'entreprise aux mains des commanditaires et financiers continuera de prospérer. Un autre problème vient encore compliquer ce business international. Selon les traités de paix mettant fin à la rébellion des années 1990 au Mali, un bon nombre de Touaregs ont été incorporés dans l'administration des douanes, ce qui leur donne accès par d'autres moyens aux 'profits' du trafic – l'ironie étant que dans ce

cas, cela se fasse par le biais du système fiscal. L'argent 'légalement' récoltée au sommet se retrouve dans la communauté touarègue par le biais des agents des douanes touaregs. Là encore cela signifie que les américains doivent procéder avec beaucoup de prudence : ces agents et les trafiquants appartiennent souvent au même clan. La loyauté clanique passe toujours avant celle du patriotisme national ou de l'éthique professionnelle. Le fragile équilibre actuel entre les trafiquants et leurs gains, d'une part, et les agents des douanes leurs gains d'autre part, peut facilement se trouver dérangé par une intervention américaine, avec et des résultats imprévisibles quant à la stabilité de la région.

Comme partout ailleurs au Sahara, le pétrole joue un rôle important dans l'intérêt que les Américains portent au territoire touareg. Depuis les années 1990, les explorations pétrolières et gazières ont abouti à la découverte de réserves dans les pays voisins du Sahel. Suite à ces découvertes, le gouvernement malien adopta en juillet 2004 une nouvelle loi sur l'exploration et l'exploitation minière. Depuis novembre 2004, un consortium australo-malien Baraka Mali Ventures Limited, filiale de Baraka Petroleum Limited, poursuit ses explorations dans les cinq blocs du bassin de Taoudenit, sur la frontière mauritano-malienne pour un total de \$52 000 000 sur quatre ans<sup>46</sup>. En juin 2005, le consortium australo-malien Mali-Petroleum SA, filiale de Australian Sphere Investment Limited, a obtenu une concession avec droit d'explorer, d'exploiter, de transporter et de raffiner le pétrole et le gaz du Bloc 8 du bassin de Taoudenit et du Bloc 10 des champs de Graben, près de Gao (Vallet 2005a:54, 2005b:48)<sup>47</sup>. Baraka Petroleum Limited est également présente dans la partie mauritanienne du bassin de Taoudenit, où les blocs sont divisés entre la Chine (National Petroleum Corporation - CNPC), l'Australie (Woodside), l'Espagne (Repsol) et la France (Total) (Vallet 2006a:63). En février 2006, la Mauritanie a commencé d'exporter du pétrole brut léger extrait des blocs de Chinguetti et Thiof. Il n'est donc pas surprenant que les troupes américaines soient très actives dans la région et qu'elles aient installé des bases semi-permanentes en Mauritanie et dans le Nord du Mali. Au Niger, à l'est, Petronas Caligari Niger Exploration and Production Limited, filiale de Petronas (Malaisie) a obtenu des résultats lors de ses explorations dans le bloc d'Agadem, le potentiel étant de 2 540 barrils/jour<sup>48</sup>. Le bloc nigérien de Djado-Murzuk est une autre concession importante. La Hunt Oil Company américaine y a commencé ses prospections dans les années 1990. Le problème de cette concession est qu'une grosse partie des champs pétrolifères se trouve en Libye. Les explorations américaines des années 1990 ont tellement irrité Khadafi qu'il a fourni des armes aux rebelles Touaregs et Toubous, les Forces Armées Révolutionnaires du Sahara (FARS) pour perturber la sécurité dans la région<sup>49</sup>. C'est ce qui brisa la paix fragile entre le gouvernement nigérien et les Touaregs qui étaient entrés en rébellion en 1992. La révolte flamba à nouveau et dura jusqu'en 1998 (Mayer 1997a,b,c). La situation actuelle avec les champs pétrolifères situés sur les frontières entre Mauritanie et Mali, et entre Tchad, Niger et Libye pourrait bien préparer la scène pour de semblables conflits – mais cette fois les explications américaines verront les fondamentalistes musulmans dans le rôle des méchants<sup>50</sup>

## Conclusion

Il est difficile de répondre à la question : « Une menace terroriste plane-t-elle sur le Sahara ? » Les renseignements récoltés au Sahara sur les événements dépendent des relations personnelles, réseau difficile à exploiter. La population se méfie des médias officielles et de l'état, et tout événement est suivi d'un énorme nuage de rumeurs. Cette métaphore résume les 'informations', chaque partie ayant sa propre interprétation qu'il envoie sur le *télégraphe saharien*. Chaque événement est interprété et narré avec éloquence par chacun, comme une vraie 'histoire'. La vérité n'est pas seulement relative dans ce contexte culturel : elle est par nature antagoniste. Faits, analyses, opinions et fictions sont presque inextricablement liés les uns aux autres dans la réalité sociale saharienne. C'est pourquoi la notion persiste que le GSPC est entre les mains des services de renseignement algériens, que ce soit vrai ou non. De même, le fait que du point de vue local il ne semble pas que la menace terroriste soit 'urgente', les hypothèses vont bon train sur la soudaine apparition des militaires américains dans la région. Il n'est donc pas surprenant de constater que beaucoup aient fini par penser que ce ne sont pas les terroristes qui les motivent, mais la présence potentielle de lucratives quantités de pétrole.

Qu'ils soient inspirés par le soi-disant capitalisme démocratique, ou par l'islamisme, ceux qui voudraient utiliser les idéologies universalistes dans le but de construire des empires se heurtent inévitablement à la dure réalité, aussi résistante que la pierre du Sahara. Comme les deux parties ont des prétentions universalistes similaires, c'est leur connaissance du contexte local qui différencie la sincérité de leurs inquiétudes quant au Sahara et à ses habitants. Lorsqu'il s'agit d'essayer de réellement comprendre les communautés locales et de s'y intégrer, les divers mouvements islamistes de la région, peut être en raison des limites de leurs ressources, semblent avoir une longueur d'avance sur les États-Unis et gouvernements africains alliés. Qu'ils en aient eu l'intention préalable ou pas, le GSPC et la Tablighi Jama'at se sont mieux adaptés à la situation

locale. Dans le cas du GSPC, on peut peut-être dire qu'ils ont positivement épousé la réalité locale puisqu'ils se positionnent dans le cadre de la tradition islamique du Sahara. Dans une interview récente, Mukhtar Bilmukhtar avance que al-Shinqit (Mauritanie) fut autrefois un centre important de diffusion de l'Islam politique au Maghreb et en al-Andalus (Espagne) : le GSPC se décrit comme les descendants des *Murabitins* (Almoravides), qui ont conquis des régions au cœur du Sahara, ainsi qu'en Espagne aux XI et XIIe siècles

Au contraire des mouvements islamiques, les Etats-Unis s'en remettent presque uniquement à leur supériorité militaire et technologique, telle au moins qu'ils la perçoivent. Certains observateurs continuent de croire en cette efficacité de la technologie dans le domaine du renseignement. Par exemple, Keenan explique que ces attaques ne sont que d'astucieuses supercheries préméditées et largement fondées sur ces prémisses. Nous notons que les attaques du GSPC ont toujours lieu malgré la présence d'un matériel américain de surveillance, parce que le renseignement américain n'a pas les connaissances nécessaires à l'interprétation des données qu'ils ont recueillies. Après tout, comment le soldat américain moyen pourrait-il savoir quoi rechercher lorsqu'il examine une photo des montagnes du Tighaghar ? S'ils peuvent se procurer des guides et chauffeurs locaux les Islamistes ont un avantage évident sur le plus sophistiqué des drones téléguidés. Si l'Armée américaine voulait un exemple plus proche d'eux pour savoir comment améliorer leur propre efficacité, ils devraient prendre l'exemple de leur propre Peace Corps, une organisation qui s'est spécialisée dans l'apprentissage de la communication par *radio trottoir* et *télégraphe saharien* dans les langues locales. En outre, il serait utile que les américains en apprennent plus sur (et de) leurs partenaires locaux. Leur peur de tout ce qui émane du Sahara les entraîne à trop dépendre des agents du gouvernement et de leur armée qui ont eux-mêmes une connaissance très limitée de la 'périphérie' qu'est le Sahara. Comme nous l'avons vu, les gouvernements, tel celui du Mali, travaillent traditionnellement en relations indirectes de parasouveraineté afin d'étendre leur influence aux coins les plus reculés du pays. Plus généralement, on peut voir des gouvernements centraux africains chercher des accords de partage du pouvoir avec les populations locales.

D'un autre côté, le taux de succès des Islamistes est au moins aussi dépendant du soutien des populations locales et a donc été assez limité jusqu'ici. Par exemple, la capture d'*El Para* par le MJDT tchadien a montré la vulnérabilité du GSPC dont l'image a été nettement ternie par les attaques au Niger sur des groupes de touristes conduits par des guides. En accord avec sa position apolitique, la Tablighi Jama'at est totalement subordonnée aux conditions locales, ce qui la rend très vulnérable, comme l'a montré la période post 11 septembre, lorsque la popularité de la Tablighi Jama'at a chuté par crainte de rétorsions américaines.

Quant à savoir si les craintes vis-à-vis de la puissance US sera contrôlée et si la tolérance sera maintenue vis-à-vis de la présence islamiste, cela dépend dans une large mesure du degré d'impact de la guerre contre la terreur sur les économies et sociétés locales. Le difficile équilibre actuel est précaire, les possibilités de voir la situation exploser violemment sont bien réelles. La troisième révolte touarègue qui a éclaté en mai 2006 dans le Nord du Mali a permis de repousser dans l'ombre la guerre contre la terreur. Mais le fait que les rebelles se soient déclarés jusqu'ici contre les Islamistes ne signifient pas automatiquement qu'ils soutiennent les Américains (inconditionnellement ou pas). Comme l'affirme la maxime ouvrant cet article, les Sahariens choisissent d'ailleurs pour eux-mêmes. Leurs têtes dures et leur résilience les ont bien servi dans le passé. Cela n'a guère de raisons de changer dans l'avenir.

## Remerciements

Cet article rassemble les travaux de deux chercheurs, d'où son caractère hybride et ses nombreuses orientations. Les auteurs voudraient remercier Ann McDougall pour son invitation à participer à la création de ce volume, pour ses efforts qui l'ont rendu possible, et pour ses commentaires éditoriaux. Toutes les erreurs sont de notre seule responsabilité. Ils sont également reconnaissants au Dr Hélène Garrett qui a fourni la première traduction du néerlandais à l'anglais.

---

<sup>1</sup> Blog de l'ADC : <http://azawad-union.blogspot.com/>

<sup>2</sup> Voir l'article de Jeremy Keenan « The banana theory of Terrorism », dans ce numéro.

<sup>3</sup> Ce groupe sera examiné de près plus loin.

<sup>4</sup> Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat. Voir en détail la discussion ci-dessous.

<sup>5</sup> [www.globalsecurity.org/military/ops/tscti.htm](http://www.globalsecurity.org/military/ops/tscti.htm)

<sup>6</sup> Entretien avec Mokhtar Bilmukhtar, *Al-Jama'a 7* (Rabi'al-Thani 1427)30

<sup>7</sup> Il est un autre facteur qui poussa les services de sécurité à rester sur le qui vive : le « père de la bombe atomique islamique », le physicien Pakistanais Abdul Kadeer Khan fréquentait la région et possédait un hôtel à

---

Tombouctou. La proximité des mines nigériennes d'uranium ainsi que la contribution de Khan à la prolifération de la technologie nucléaire a joué un rôle majeur dans le « scénario-cauchemar » américain.

<sup>8</sup> Ironie du sort, les populations sahariennes sont d'accord avec les Américains que la technologie est synonyme de « pouvoir ». Son utilisation fut source localement de bien des peurs. L'une des rares retombées de la présence américaine est que les prix des téléphones satellites d'occasion ont baissé dans la région. Beaucoup de marchands locaux (et les trafiquants) qui utilisaient les Thuraya très à la mode ont eu peur que les américains puissent les localiser et les tuer à distance, par communication satellite !

<sup>9</sup> Conversation avec des employés de l'ambassade américaine à Bamako, janvier 2004.

<sup>10</sup> Entretien avec Jeremy Keenan sur la BBC World service dans le radio documentaire « Secrets dans les sables », diffusé le 8 août 2005. [http://news.bbc.co.uk/2/hi/programmes/documentary\\_archive/4131336.stm](http://news.bbc.co.uk/2/hi/programmes/documentary_archive/4131336.stm).

<sup>11</sup> Osama bin Laden, *Ya ahl al-islam: Al-risala al-sabi'a ila al-umma al-islamiyya* (Peuple de l'Islam: la septième lettre de la Nation islamique), diffusé le 24 avril 2006. Ayman al-Zawahiri, *Da'm al-Filastiniyyin*, publié par al-Sahab.

<sup>12</sup> Abu Azzam al-Ansari, "Al-Qa'ida tattajih nahwa Ifriqiyya", in *Sada al-Jihad* 7 (Jumada al-Ula 1427) pp. 18–20. Une traduction et analyse est disponible sur [www.sofir.org/sarchives/005627.php](http://www.sofir.org/sarchives/005627.php).

<sup>13</sup> Il n'existe aucun liens entre les Salafistes contemporains et le mouvement moderniste de Muhammad Abduh et Rashid Rida du siècle dernier du même nom.

<sup>14</sup> "La plupart des pires hypothèses émises sur la *Tablighi Jama'at* en tant que précurseur du terrorisme semblent provenir d'EUCOM (US Commandement en Europe) également en charge de l'Afrique occidentale". Communication personnelle, 9 Octobre 2006; Robert Pringle, ancien ambassadeur US au Mali, qui a étudié le processus de démocratisation au Mali. Voir Pringle 2006.

<sup>15</sup> Voir par exemple le site *La li'l-irhab* (Non au terrorisme), où des 'ulema salafistes présentent de nombreux arguments religieux contre la tendance au *jihad* mondial, [www.anti-erhab.com](http://www.anti-erhab.com).

<sup>16</sup> [http://www.allaahuakbar.net/tableegi\\_jamaat/index.htm](http://www.allaahuakbar.net/tableegi_jamaat/index.htm).

<sup>17</sup> Sauf indications contraires, ce qui suit est tiré du travail de terrain accompli au Nord Mali en 1999 et de conversations avec les habitants du Nord Mali en 2004 et 2005.

<sup>18</sup> Le centre le plus important était Serrekunda. Il faut noter que l'impact local de la *Tablighi Jama'at* varie d'un endroit à l'autre. Alors que les femmes de Kidal l'ont nettement considérée comme une menace, les femmes de Gambie ont activement soutenu la *Tablighi Jama'at* et ont participé activement aux missions de *khuruj da'wa*. L'explication est dans la situation locale.

<sup>19</sup> Les quatre hommes en question étaient nettement originaires de l'Asie du Sud. Il n'était pas clair s'ils étaient Pakistanaï, Indiens ou Bangladaï. Dans la région, toute chose ou toute personne venant d'Asie du Sud est dite 'Bukstan', Pakistanaï. Quatre missionnaires *Tablighi* en *khuruj* extradés en 2004 par les autorités maliennes de Gao furent identifiés comme étant Bangladaï. Un petit groupe de missionnaires *Tablighi* rencontrés par l'un des auteurs à Tombouctou en décembre 2005 était également Bangladaï.

<sup>20</sup> L'un des auteurs fut invité par ce conseil impromptu des femmes à les aider à rédiger cette lettre.

<sup>21</sup> Panel de discussion « La Parole au Sage » à la Conférence Heinrich Barth (1821–1865): « Erudits européens et Intermédiaire entre les mondes et les cultures », Tombouctou, 28 novembre au 5 décembre 2004. Le panel était entièrement constitué d'érudits traditionnels ou ayant étudié en Occident, originaires de Tombouctou, qui discutaient de la signification de Barth pour Tombouctou, à travers les traditions orales interprétées à la lumière d'aujourd'hui. Il n'était pas besoin d'écouter attentivement les débats pour comprendre le message !

<sup>22</sup> Cette section est en partie fondée sur IGC 2004 et McGregor 2006.

<sup>23</sup> La bibliothèque on-line du GSPC énumère les nombreux écrits des idéologues saoudiens, tel Yussuf al-Ayari et Abu Jandal al-Azdi, qui ont fourni les fondations intellectuelles du *jihad* mondial. (Site GSPC [www.moon4321.net](http://www.moon4321.net) consulté le 18 mai 2006)

<sup>24</sup> Entretien réalisé par *Qadaya sakhina* (Hot Issues) avec al-Zawahiri, publié sur Internet par la société de media d'Al Qaïda, al-Sahab, en septembre 2006.

<sup>25</sup> Pour plus de détails sur El Para, voir Keenan "The Nature of Terror" dans ce recueil.

<sup>26</sup> Communiqué du GSPC *Ghazwat Badr Muritaniya* (Juin 2006). Le commentaire sur les sympathies juives faisait référence à la décision d'ould Taya de reconnaître Israël en 1999. L'implantation d'une ambassade venait après environ cinq années d'échanges à haut niveau entre les deux pays. Même et Mauritanie, ces étroites relations avaient généré beaucoup de mécontentement et on pense que ce fut un facteur important dans le succès des forces d'opposition qui le renversèrent (été 2005). Voir Jourde dans ce recueil.

<sup>27</sup> "Hiwar ma'a al-qa'id Khalid Abi al-Abbas" in *Al-Jama'a* 7 (Rabi'al-Thani 1427– Mai 2006) pp.28–33. *Al-Jama'a* est l'organe électronique du GSPC.

<sup>28</sup> Selon Bilmukhtar, l'exercice était directement dirigé contre le GSPC.

<sup>29</sup> La seule touriste qui n'ait pas survécu au kidnapping n'a pas été tuée, mais a péri suite à une insolation.

<sup>30</sup> Sur la base de diverses conversations avec les membres de la communauté kidaloïse à Bamako en 2004 et 2005. En ce qui concerne le recrutement de Libyens, il semble que les militants musulmans commençaient à se

---

méfier du *rapprochement* de Kadhafi avec la Grande Bretagne. Mais dans l'ensemble et même en prenant en considération les nouveaux adeptes parmi les Mauritaniens, Maliens, Tchadiens et Nigériens, (lesquels tendent à attirer l'attention des médias) la vérité est que sous sa forme diffuse et 'co-optée', le GSPC au Sahel ne compte probablement pas plus de quelques centaines d'hommes.

<sup>31</sup> [http://www.Sahara-Info.ch/Foren-Warnung-Saharakidnapper Nordlich Timbuktu](http://www.Sahara-Info.ch/Foren-Warnung-Saharakidnapper%20Nordlich%20Timbuktu). Message mis en ligne sur le forum par les touristes en question

<sup>32</sup> [http://www.Sahara-Info\\_ch/Foren-Niger-neuerUeberfall.htm](http://www.Sahara-Info_ch/Foren-Niger-neuerUeberfall.htm). L'attaque de ce groupe qui voyageait sous protection autochtone scandalisa les populations du Nord Niger. Le fait que ces mêmes populations locales enlèvent parfois eux-mêmes des touristes, ou qu'ils leur tirent dessus, n'a selon eux rien à voir, même si cela n'est guère rassurant pour les cibles potentielles.

<sup>33</sup> Depuis plus longtemps en fait. Voir McDougall dans ce recueil

<sup>34</sup> Pour plus de détails sur les rebellions, voir Lecocq 2002. Il est frappant que le prélude à la troisième rébellion a beaucoup plus de choses en commun avec la première que la deuxième. Comme au début des années 1960, en 2006 la région était infestée d'insurgés algériens (FLN dans les années 1960, GSPC dans les années 2000) et les troupes étrangères (françaises dans les années 1960 et américaines dans les années 2000) alors que le chef suprême est en train de se retirer du pouvoir qui résultent dans des disputes de succession.

<sup>35</sup> 35. <http://www.kidal.info/docs/statut-particulier.rtf>.

<sup>36</sup> [azawad-union.blogspot.com](http://azawad-union.blogspot.com).

<sup>37</sup> <http://azawad-union.blogspot.com/2006/06/dementi-pour-toute-connexion-de-notre.html>

<sup>38</sup> <http://www.kidal.info/archives.php?page=infos/archives&repnewInfos=200609>. *Accrochages mortels entre le GSPC et l'alliance démocratique du 23 mai pour le changement*. Bien que le communiqué soit écrit à la troisième personne du pluriel, l'information vient du mouvement rebelle lui-même.

<sup>39</sup> Michel Vallet, observateur généralement bien informé du Sahara, affirme pourtant que les troupes américaines ont participé à l'occupation de la ville de Kidal le 25 mai 2006 après les premières attaques du 23 mai (Vallet 2006b:72)

<sup>40</sup> Sex pistols. "Anarchy in the UK", Never Mind the Bollocks, Here Come the Sex Pistols. WEA 1977. Traduction: J'utilise le meilleur/ J'utilise le reste / J'utilise l'ennemi / J'utilise l'anarchie

<sup>41</sup> Route par laquelle transitent les cigarettes de contrebande, d'où son nom.

<sup>42</sup> Archives Nationales du Mali, Fonds Récents 1E 24: Rapports Politiques Cercle de Kidal

<sup>43</sup> Les visas et permis de séjours ne sont réclamés pour certains Africains qu'en Algérie et en Libye

<sup>44</sup> C'est la route qui va de Gao à Boughessa et Tessalit, par Tarkint. Cette route est connue pour être austère, sur un terrain difficile, et pour son manque d'eau, et elle est généralement évitée par les trafiquants.

<sup>45</sup> C'était la somme demandée dans les années 1990 ; selon nos informations basées sur des conversations avec d'anciens trafiquants, qui ne peuvent être nommés.

<sup>46</sup> Diarra-Sod, S. 2004. "Prospection Pétrolière au Mali: Les Américains débarquent", *Info Matin*, No 1604, 09-11-2004; Vallet, M. 2005. "Chronique de la vie au Sahara, 4e Trimestre 2004", *Le Saharien*, 172,67. <http://www.barakapetroleum.com/ENGLISH/profile.html>;

[http://www.barakapetroleum.com/ENGLISH/projects\\_mali\\_link01.html](http://www.barakapetroleum.com/ENGLISH/projects_mali_link01.html)

<sup>47</sup> <http://www.sgg.gov.ml/Ccm/ccm29juin05.pdf>.

<sup>48</sup> <http://www.mbendi.co.za/indy/oilg/ogus/af/ni/p0005.htm>.

<sup>49</sup> Ce même mouvement est responsable du kidnapping de touristes italiens dans le sud-est du Niger en 2006. Ces touristes furent relâchés en octobre, après 52 jours de captivité. <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/6051320.stm>

<sup>50</sup> En d'autres termes, bien que nous ne soyons pas d'accord avec l'analyse de Jeremy Keenan sur la situation dans le Sahara aujourd'hui, nous ne nions pas qu'un tel scénario de 'groupes salafistes soutenus par des états' ne puisse se jouer dans l'avenir.

## Bibliographie

Ansari, A. 2006. "Al Qa'ida...tattajih nahwa Ifriqiyya", *Sada al-Jihad*, 7:18–20.

Bayart, J.-F. 1986. "Civil Society in Africa". In Chabal, P. (ed.) *Political Domination in Africa*. Cambridge: CUP: 109–25.

Bellil, R. and Dida, B. 1993. "Evolution de la relation entre Kel Ahaggar et Kel Adagh", *Les cahiers de l'IREMAM*, 4:95–110.

Faath, S. 2005. "US-Engagement im Sahel–Sahararaum: Terrorismusbekämpfung als Vorwand oder Notwendigkeit?", *DOI-Focus*, 18. [www.giga-hamburg.de](http://www.giga-hamburg.de).

---

Figueiredo, C. 1996. "La réélaboration des relations entre hommes et femmes aux marges de la société Kel Adagh (Mali)", *Les cahiers de l'IREMAM*, 7,8:113–34.

Grégoire, E. 1999. *Touaregs du Niger: Le destin d'un mythe*. Paris: Karthala.

Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC). 1427/2006. "Hiwar ma'a al-qa'id Khalid Abi al-Abbas", *Al-Jama'a*, 7:28–33.

International Crisis Group (ICG). 2004. "Islamism, Violence and Reform in Algeria: Turning the Page". Middle East Report 29. [www.crisisgroup.org](http://www.crisisgroup.org).

\_\_\_\_\_. 2005. "Islamic Terrorism in the Sahel: Fact or Fiction?", *Africa Report*, 92. [www.crisisgroup.org](http://www.crisisgroup.org).

Janson, M. 2005. "Roaming About for God's Sake: The Upsurge of the Tabligh Jama'at in The Gambia", *Journal of Religion in Africa*, 35,4:450–81.

Kaba, L. 1974. *The Wahhabiyya, Islamic Reform and Politics in French West Africa*. Illinois: Northwestern University Press.

Keenan, J. 2004. "Terror in the Sahara: The Implications of US Imperialism for North and West Africa", *Review of African Political Economy*, 101:475–96.

\_\_\_\_\_. 2005. "Waging War on Terror: The Implications of America's 'New Imperialism' for Saharan Peoples", *Journal of North African Studies*, Special Issue:610–38.

Khalil, L. 2006. "Iraqi Sufis Join the Fight Against Coalition Forces", *Terrorism Focus*, 3,36:3–4.

Klute, G. 1999. "De la chefferie administrative à la parasouveraineté régionale". In Bourgeot, A. (ed.) *Horizons nomades en Afrique sahélienne*. Paris: Karthala: 167–81.

\_\_\_\_\_. 2001. *Die Rebellionen der Tuareg in Mali und Niger*. Siegen: Habilitationsschrift Fachbereich I, Universität Siegen.

Lecocq, B. 2002. *'That Desert Is Our Country': Tuareg Rebellions and Competing Nationalisms in Contemporary Mali 1946–1996*. Amsterdam: Proefschrift Maatschappij en Gedragwetenschappen, Universiteit van Amsterdam.

\_\_\_\_\_. 2003. "This Country Is Your Country: Territory, Borders and Decentralisation in Tuareg Politics", *Itinerario: European Journal of Overseas History*, 27:58–78.

Lode, K. 1996. *Synthèse du processus des rencontres intercommunautaires du Nord du Mali (d'Août 1995 à Mars 1996)*. Stavanger: MHS.

Masud, K. (ed.) 2000. *Travellers in Faith: Studies of the Tablighî Jamâ'at as a Transnational Islamic Movement for Faith Renewal*. Leiden: Brill.

Mayer, J. 1997a. "Editorial", *Camel Expresse Télématique*. Last known location <http://www.txdirect.net/users/jmayer/cet.html> No longer available on the web.

\_\_\_\_\_. 1997b. "Libya-Backed Rebels Attack Army Post: 5 Dead and 5 Wounded", *Camel Expresse Télématique*. Last known location <http://www.txdirect.net/users/jmayer/cet.html> No longer available on the web.

\_\_\_\_\_. 1997c. "Mainassara Summons Libia Chargé d'Affaires Over Madama Attack", *Camel Expresse Télématique*. Last known location <http://www.txdirect.net/users/jmayer/cet.html> No longer available on the web.

McGregor, A. 2006. "GSPC Leader Issues New Threat to US Military Bases in North Africa", *Terrorism Focus*, 3,19:3–5.

Metcalf, B. 2000. "Tablighî Jamâ'at and Women". In Masud: 44–58.

---

Perdrix, P. 2006. "Le président, la Banque et le pétrole", *Jeune Afrique l'Intelligent*, 2353:44–7.

Pringle, R. 2006. *Democratization in Mali: Putting History to Work*. Washington: United States Institute of Peace: Peaceworks 58. <http://www.usip.org/pubs/peaceworks/pwks58.pdf>.

Roy, O. 2004. *Globalised Islam: The Search for a New Ummah*. London: Hurst.

Tlemçani, S. 2003. "Sur la piste des preneurs d'otages: Chez les hors-la-loi du désert malien", *Courrier International*, 672:18–24.

Vallet, M. 2005a. "Chronique de la vie au Sahara, 2e Trimestre 2005", *Le Saharien*, 174:54.

----- 2005b. "Chronique de la vie au Sahara, 3e Trimestre 2005", *Le Saharien*, 175:48.

----- 2006a. "Chronique de la vie au Sahara, 1er Trimestre 2006", *Le Saharien*, 177:63.

----- 2006b. "Chronique de la vie au Sahara, 3er Trimestre 2006", *Le Saharien*, 178:68.

Van der Aa, G. 2004. "Terroristen in Mali", *VPRO Radio het Buitenland* (Broadcast January 13, 2004).

Van Achterberg, A. 1988. "Van Geiten naar Goud: Veranderingen in de Sociaal-Economische Positie van Toeregvrouwen in Tamanrasset". Doctoraalscriptie Anthropologie. Amsterdam: Amsterdam University.

Wiktorowicz, Q. 2006. "Anatomy of the Salafi Movement", *Studies in Conflict & Terrorism*, 29:207–39.

Winter, J. 2004 "Gao's Deadly Migrant Trade", *BBC News*, April 7, 2004.  
<http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/africa/3589795.stm>.

This is an electronic version of an article published in *Journal of Contemporary African Studies*, 25, 1, Jan. 2007, pp.141-166. Translated from English with the explicit consent of the authors. JOURNAL OF CONTEMPORARY AFRICAN STUDIES is available online at: <http://www.informaworld.com/smpp/title~content=t713429127~db=all>